



**“ Elus et professionnels :
comment construire ensemble des projets de
territoire durables, participatifs et solidaires ? ”**

Eléments de débat / Synthèse des intervenants et tables rondes

INTRODUCTION de Maurice CHARRIER

Maire de Vaulx-en-Velin et Vice Président du Grand Lyon

C'EST QUOI LA POLITIQUE DE LA VILLE ?

- Un enjeu important pour les élus / un axe majeur d'un mandat : un quart de la population du Grand Lyon vit sur un quartier « politique de la ville »
- Le reflet et le révélateur des dysfonctionnements et des souffrances de notre société, notamment au niveau des jeunes autour des questions d'emploi et de reconnaissance, souffrances qui devraient être renforcées au vu du contexte économique et social actuel
- Une politique fortement expertisée et évaluée, au contraire des politiques dites de droit commun et de leurs impacts/échecs sur les quartiers sensibles
- Une politique qui a fait évoluer les modes de gouvernance, les politiques publiques notamment en direction des quartiers, et la démocratie participative au côté de la démocratie électorale

La situation des quartiers sensibles relève de la crise profonde de la société et des politiques de droit commun et non de l'échec supposé de la politique de la ville

QUELLE POLITIQUE DE LA VILLE DEFENDRE ?

- Une politique qui défend un projet de développement de territoire et de cohésion
- Une politique qui mobilise le droit commun et le met en cohérence
- Une politique qui expérimente et qui s'inscrit dans la durée lorsque ça marche
- Une politique qui s'appuie sur les partenariats, en particulier avec les habitants et pour les habitants

LES INTERROGATIONS / INQUIETUDES POUR L'AVENIR

- Injonctions de l'Etat et articulations avec les autres politiques
- Logique de renfermement des institutions sur leurs compétences et non sur un projet partagé/concerté

- Devenir de la DSU, de la TP et des transferts de charges Etat vers les collectivités locales
- Contenu de la réforme institutionnelle en cours surtout en période de récession

2009 est une année charnière où vont se croiser notamment l'évaluation des CUCS à mi-parcours, l'élaboration des CUCS 2010/2012 et la réforme de la DSU

TABLES RONDES

1^{ère} table ronde : « **Projet de territoire solidaire, participatif et durable pour recomposer la politique de la ville** »

2^{ème} table ronde : « **Elus et professionnels : mettre en œuvre ensemble le projet de territoire** »

Participants

- **Sylvie REBIERE-POUYADE**, Directrice du GIP DSU de l'Agglomération Bayonnaise, Présidente du réseau DSU Aquitaine, Présidente de l'IRDSU

- **Maurice CHARRIER**, Maire de Vaulx-en-Velin, Vice-Président du Grand Lyon, Vice-Président du Conseil National des Villes

- **Claude JACQUIER**, Urbaniste, Directeur de recherche au CNRS, Professeur à l'ENS et à Sciences Po. Lyon

- **Michel DESTOT**, Député-Maire de Grenoble, Président de l'AMGVF

- **Claude DILAIN**, Maire de Clichy-sous-Bois, Président de la CA Clichy-Montfermeil, Président de l'association des Maires Ville & Banlieue

- **Marie-Odile SASSO**, Adjointe au Maire de Saint Etienne, Vice-Présidente de Saint Etienne Métropole, *représentant l'AMGVF*

- **Abderrahmane DJELLAL**, Adjoint au Maire de Grenoble, *représentant l'AMGVF*

- **Etienne VARAUT**, Chef de projet politique de la ville à Bobigny, Président du réseau DSU Ile-de-France, Vice-Président de l'IRDSU, Membre du Conseil National des Villes

- **Marie-Odile NOVELLI**, Vice-Présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes déléguée aux solidarités, à la politique de la ville et au logement

- **Louis LEVEQUE**, Adjoint au Maire de Lyon chargé de l'Habitat, du logement et de la politique de la ville

- **Jacky DARNE**, Adjoint au Maire de Rillieux-la-Pape chargé de la culture et de la communication, Vice-Président du Grand Lyon

- **Anne KILLI**, Consultante en organisation et management de projet

- **Olivier PIPARD**, Chef de projet politique ville à Saint Priest, Président du réseau DSU Rhône-Alpes/Auvergne

- **Alain ARNAUD**, DGS de Roche-la-Molière

PRESENTATION DES TABLES RONDES

La Politique de la Ville est aujourd'hui en pleine mutation et cette mutation renforce le rôle de pilote des acteurs locaux dans les projets mis en oeuvre pour les villes et les quartiers. En effet, si l'Etat renforce d'une part sa politique des programmes gérés par des agences nationales, le mouvement de décentralisation se poursuit et l'Etat se retire de ses fonctions historiques d'initiative et d'animation locale.

Les acteurs locaux (élus, professionnels, habitants, société civile, partenaires,...) voient donc leur rôle évoluer. De nouveaux modes d'analyse, de décision, d'évaluation, d'élaboration et de gestion des projets, en un mot de "gouvernance", sont donc à développer.

Dans un contexte de situation sociale et économique dégradée, de disparités ou d'inégalités entre territoires, ces enjeux nouveaux méritent une réflexion de fond pour se projeter dans l'avenir et (re)construire la ville de demain :

- Comment lancer une démarche véritablement prospective ?
- Comment s'appropriier le pilotage et le partager entre collectivités compétentes (villes, intercommunalités, départements, régions)?
- Comment articuler les programmes de l'Etat ("plan banlieue", réussite éducative, rénovation urbaine,...) avec un projet adapté à chaque situation locale et véritablement transversal ?
- Comment intégrer au projet toutes ses dimensions (sociale, économique, environnementale, urbaine) et la nécessaire préoccupation du développement durable ?
- Comment les élus et les professionnels peuvent mettre en oeuvre de nouveaux modes de gouvernance et agir ensemble ?

A partir de témoignages d'élus ou de professionnels et d'échanges libres, l'IRDSU, l'AMGVF et Ville & Banlieue vous proposent d'ouvrir ensemble le chantier de l'"après 2009".

INTRODUCTION

par CLAUDE JACQUIER – Directeur de recherche au CNRS

« Eléments de débat autour du développement soutenable »

• **Les villes (ou agglomérations) ont un rôle majeur / clef à jouer dans les politiques de « développement soutenable »**, de par l'acquisition de toutes les compétences générales nécessaires.

Pour cela, plusieurs conditions :

- qu'elles s'en saisissent réellement notamment des 3 piliers qui composent le développement durable : économie, social et environnement
- qu'elles travaillent les articulations / contradictions entre ces 3 piliers (et non chacun des domaines de façon indépendante)
- qu'elles s'équipent (ingénierie / organisation) pour traiter ce projet de territoire durable et solidaire

Ces trois conditions ne sont pas aujourd'hui réunies (ou tout du moins insuffisamment) en France, alors que des exemples existent depuis longtemps au niveau européen mais non repris sur le territoire national

- Une communauté est composée de lieux, de gens et d'institutions (économiques et administratives). La problématique centrale des politiques conduites, notamment en matière de politique de la ville, relève des institutions et non des lieux et/ou des gens
- Perte en cours et à venir des cadres bénévoles associatifs, qui jouent un rôle majeur notamment sur les quartiers, avec des effets catastrophiques en perspective

ELEMENTS DE DEBAT DES TABLES RONDES

1- On observe un **écart important entre théorie et réalité sur le terrain en matière de projet de territoire solidaire et durable**, pourquoi ?

- les maires sont envahis/phagocytés par **l'urgence sociale** et la massification des populations concernées, avec vigilance absolue à ne pas médicaliser la souffrance sociale ce qui dédouanerait les politiques
- les ballottements / **oscillations des politiques nationales** et tempo ministériel sont incompatible avec les notions de participation des habitants et de projet de territoire
- la **tradition sectorisée des politiques nationales et locales** cause des difficultés pour mener des politiques transversales et des projets intégrés (organisation des politiques publiques complexe et non adaptée)
- **l'échec des politiques de droit commun** dans les quartiers (et non de la politique de la ville) a des effets induits conséquents et l'évaluations des CUCS en 2009 doit prendre en compte cette question
- on note **l'absence de clarification des compétences** inter-institutionnelles : tout le monde possède les compétences générales
- **la difficulté en matière d'ingénierie** persiste , avec un déficit de compétences et de connaissances des équipes MOUS (Politique de la Ville) sur les secteurs généralistes (notamment économique et développement durable), centrage fort des équipes DD (Développement Durable) sur le volet « environnement » et non sur les deux autres volets (économie et social)

2- **Le positionnement du maire reste central**, mais avec la nécessité d'élargir à l'agglomération au vu des compétences qu'elle porte, en travaillant les articulations / interfaces entre proximité (ville / quartiers) et politiques territoriales globales (agglomération) et également à l'intérieur entre politiques globales (notamment entre économie et emploi)

3- **La gouvernance locale politique et technique est au cœur de la problématique et de l'enjeu** : (démarche projet à toutes les échelles territoriales / institutionnelles et de façon

décloisonnée et transversale), avec en parallèle le développement des notions d'évaluation (indicateurs), de participation des habitants et de prospective à moyen terme.

- lien à faire avec les démarches stratégiques lourdes type SCOT
- prise en compte des usages des habitants (en dehors des questions administratives et institutionnelles)

4- L'articulation / fusion entre Développement Durable et Politique de la Ville (notion de projet intégré) **est vitale mais encore à construire**, pour sortir vers le haut les quartiers dans le moyen et long terme (question d'efficacité dans le temps). Un travail de fond absolu permettant de sortir de l'urgence sociale, d'éviter l'enfermement de la politique de la ville sur les quartiers, et également de rendre efficace les politiques de droit commun dans la durée.

- Projet intégré « Développement Durable » et « Politique de la Ville » ? Pour aboutir, il est nécessaire de travailler les contradictions, sans les cacher ou les éviter.
- Il y a donc un enjeu de la formation / éducation / sensibilisation sur le « développement durable » dans la durée, tant au niveau des personnels des collectivités locales que des habitants (via les réseaux associatifs).

5- Il faut travailler, sans les atténuer, les contradictions élus / techniciens (mandats / compétences – savoir / pouvoir), en générant des espaces de discussions, d'échanges et de coopérations et en mettant en place des formations / qualifications communes.

D'où l'importance de la connexion élus / techniciens / habitants (notamment les plus modestes) avec des objectifs et un cadre affirmés pour être dans une logique de construction et une capacité de prise en compte de la parole de chacun (notamment celle des habitants).

6- Il faut mobiliser des moyens à la hauteur des enjeux des quartiers et de la solidarité avec nécessité d'un coup d'accélérateur sur la décentralisation (acte 3) sur le fait urbain.

Mais on observe des situations très hétérogènes des territoires à l'échelle nationale sur cette question des projets intégrés et des modes de gouvernance des politiques publiques entre institutions. Il est donc intéressant de montrer les réussites et les démarches positives mises en place sur certains territoires et l'organisation de journées régionales sur ces thématiques.

*Synthèse réalisée par Rémy Crouzoulon, consultant,
Marc Valette et Benoît Boissière, chargés de développement de l'IRDSU*